

Bloc Pot



Des petits plants pour un grand projet
Plan économique 2014

À l'occasion des élections générales provinciales de 2014, le Bloc Pot est fier de vous présenter cette plate-forme économique spéciale complémentaire à son programme officiel.

Voter pour le Bloc Pot n'est pas qu'un vote de protestation ou contre la prohibition ; c'est aussi un geste positif qui démontre votre accord avec les orientations de ce document.

Ce document est accessible en ligne à l'adresse blocpot.qc.ca/elections/2014/plan.

Table des matières

Introduction.....	3
Exécutif.....	4
1. Création d'une agence de coordination.....	4
2. Renforcement des institutions démocratiques.....	4
Justice sociale.....	7
3. Dépénalisation immédiate.....	7
Gestion du cannabis récréatif.....	8
4.1. Réductions des méfaits.....	8
4.2. Production et distribution.....	8
4.3. Tourisme.....	9
Santé.....	11
5. Légalisation et gestion du cannabis thérapeutique.....	11
Économie et développement régional.....	13
6.1. L'industrie forestière.....	13
6.2. Le secteur de l'énergie.....	14
6.3. L'industrie agro-alimentaire.....	15
6.4. Le secteur manufacturier.....	16
Annexe : les 1001 usages du chanvre.....	17

Introduction

L'année 2013 a été sans contredit un point tournant en matière de cannabis. Partout sur la planète, les politiques prohibitionnistes sont remises en cause. L'Uruguay, par exemple, est devenu le premier État souverain à légaliser complètement cette substance, en adoptant un modèle de distribution public faisant penser à notre Société des alcools. L'Uruguay a tenu tête à l'ONU, dont les conventions antidrogue ont causé, depuis un demi-siècle, des problèmes beaucoup plus grands que ceux qu'ils prétendaient solutionner. Chez nos voisins du Sud, les États du Colorado et de Washington ont légalisé le cannabis par voie référendaire. Ces États ont décidé de tenir tête au gouvernement fédéral, qui persiste à appliquer ses lois inutilement répressives. Au Canada, c'est en 2010 que le gouvernement conservateur a commencé à imposer aux cultivateurs de cannabis des peines d'emprisonnement minimales obligatoires extrêmement lourdes. Or, la Cour d'appel de l'Ontario a jugé inconstitutionnelle ce type de peines en novembre dernier. Avec le temps, nous avons bon espoir que les tribunaux supérieurs, incluant la Cour suprême, parviendront à invalider complètement les politiques de Stephen Harper. Par ailleurs, le gouvernement conservateur doit maintenant admettre que le libre-marché s'imposera tôt ou tard en matière de cannabis thérapeutique. Le système fédéral d'accès à la marijuana médicale, volontairement inefficace, a été remplacé par un système reposant sur des producteurs privés approuvés par le gouvernement. Il s'agit d'une mesure qui améliorera la qualité du cannabis ; or l'accessibilité de cette plante n'est plus garantie, puisque les patients les plus pauvres ont perdu le droit fondamental de la faire pousser à leur domicile. En ce qui concerne la possession simple, les Conservateurs semblent ouverts à une décriminalisation partielle – c'est-à-dire une forme de répression par l'entremise de contraventions – une idée qui émane de l'Association canadienne des chefs de police et à laquelle nous nous opposons fermement.

Quoi qu'il en soit, ces récents développements nous encouragent à redoubler d'ardeur. Le Québec ne doit pas rester à la remorque du gouvernement fédéral ou du beau parleur Justin Trudeau. Le temps d'agir est venu ! Le présent document présente des mesures concrètes qui permettront aux Québécoises et aux Québécois de se réappropriier le cannabis. Que ce soit en matière de santé, d'éducation, d'agriculture ou d'économie régionale, le cannabis est un champ de compétences provinciales et le gouvernement du Québec doit occuper tout le terrain qui lui revient. Bonne lecture !

Exécutif

1. Création d'une agence de coordination

Contexte

La dépénalisation du cannabis, suivie de sa légalisation, sont des opérations complexes qui toucheront l'ensemble de la société québécoise et nécessiteront beaucoup de coordination.

Objectif

- Le gouvernement du Québec mettra rapidement sur pied une agence intersectorielle permettant d'uniformiser les standards et pratiques gouvernementales concernant le cannabis¹. Cette agence diffusera et recueillera toute l'information pertinente et compilera les statistiques qui font grandement défaut. Elle permettra d'éviter le dédoublement des tâches et les décisions incompatibles. Cette agence aura la responsabilité de synchroniser les étapes 3 à 6 de notre plan économique.

2. Renforcement des institutions démocratiques

Contexte

Depuis plus de trente ans, les néolibéraux de tout acabit contrôlent l'Assemblée nationale. En effet, trois partis détiennent un quasi-monopole sur les débats, prononcent des discours similaires occultant plusieurs questions, et gouvernent pour les mêmes intérêts en créant des échappatoires fiscales au profit de leurs copains. La démocratie québécoise est trahie par ces politiciens. Elle est manipulée par les firmes de sondages et de relations publiques. Au Bloc Pot, nous croyons que l'imagination et la créativité des citoyens sont le catalyseur du changement politique. Une personne responsable ne se limite pas à voter à intervalles de quatre ans, elle agit quotidiennement.

¹ Un exemple de ce genre d'agence est le Secrétariat de l'autoroute de l'information, mis sur pied en 1995 par le premier ministre Jacques Parizeau pour coordonner l'implantation d'Internet dans les différents ministères et départements du gouvernement du Québec.

Objectifs

- Le ministère des Finances et de l'Économie (MFEQ) subventionnera la recherche et le développement d'applications dans le domaine des technologies de l'information, visant spécifiquement à accroître la participation des citoyens : consultations électroniques pondérées, scrutins à plusieurs tours, systèmes d'aide à la prise de décision consensuelle. Il y a lieu d'explorer ce marché prometteur, puisqu'une stratégie similaire a contribué à créer de nombreux emplois dans le secteur du multimédia.
- En sus de l'instauration d'un mode de **scrutin proportionnel**, le gouvernement s'attaquera au déficit démocratique en encourageant la démocratie participative à l'échelle locale. Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) établira un cadre de référence fondé sur les expériences réussies à l'étranger, et dont pourront s'inspirer librement les municipalités. En parallèle, le Secrétariat aux institutions démocratiques (ministère du Conseil exécutif) mettra sur pied un comité d'étude juridique afin d'adapter la *Loi électorale* aux possibilités offertes par les nouvelles technologies.
- Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale soutiendra le développement de l'économie sociale et ses activités, notamment l'organisation de cuisines collectives et de jardins communautaires, afin de rompre l'isolement social et de bâtir des ponts entre les communautés.
- Le ministère de l'Éducation revalorisera l'enseignement de l'histoire, et dispensera une éducation politique axée sur notre souveraineté personnelle et collective, sans laquelle la souveraineté étatique du Québec – et même celle du Canada – n'ont absolument aucun sens.

Exemples de consultations populaires en lien avec le cannabis

Entre le 9 septembre et le 9 décembre 2013, plus de 200 000 citoyens de Colombie-Britannique ont signé la pétition **Sensible BC**, visant à déclencher un référendum d'initiative populaire portant sur la décriminalisation du cannabis, comme le permet la Loi électorale de cette province. Bien que le nombre atteint soit en deçà du seuil de 300 000 signatures requis pour provoquer la tenue du référendum, cet exercice a tout de même exprimé clairement l'avis d'une majorité d'électrices et d'électeurs de cette province. Son caractère démocratique est indéniable.

Quelques années auparavant, en 2007, le Bloc Pot a mené une consultation par voie électronique portant sur les modes de légalisation du cannabis récréatif. Dans le cadre de ce « Reeferendum », les membres du parti devaient choisir entre les options suivantes :

1. Production privée, et monopole d'État sur la distribution, la réglementation et le contrôle de qualité (genre de « SAQ du cannabis »).
2. Production et distribution privées, sujettes à une réglementation et un contrôle de qualité de la part de l'État.
3. Production, distribution, réglementation et contrôle de qualité entièrement gérés par le secteur privé (l'État ne fait que prélever des taxes).
4. Aucun système en particulier. La dépénalisation – sans autre intervention étatique – est suffisante.

Il va sans dire que si une organisation comme la nôtre a eu des ressources suffisantes pour mener à bien cet exercice, le gouvernement du Québec est tout à fait capable de mettre en place des sondages pondérés sur le site de l'Assemblée nationale.

Justice sociale

3. Dépénalisation immédiate

Contexte

Les systèmes judiciaire, carcéral et policier ont besoin d'être désengorgés depuis très longtemps. En 1999, au Canada, 400 000 comparutions et 50 000 mises en accusation étaient liées à des infractions visées par la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, selon le **Bureau du vérificateur général**. Plus des deux tiers des accusations visaient le cannabis, et environ la moitié étaient des accusations de possession. Les opérations policières ont en outre accaparé 95 pour cent des dépenses du gouvernement fédéral affectées au problème des drogues illicites. Ces programmes n'ont eu pour effet que de déplacer le problème ailleurs, sans réussir à atteindre leur objectif de réduire l'offre. Au contraire, le problème s'est aggravé. Malgré une baisse généralisée du taux de criminalité au pays, **Statistique Canada** a annoncé en 2007 que les infractions relatives aux drogues avaient atteint un sommet en 30 ans. Parmi ces infractions, celles liées au cannabis demeuraient le type le plus courant.

Nous ne disposons pas de statistiques précises concernant le Québec, mais le constat général est le même : les **opérations Cisaille** sont inefficaces, comme l'a d'ailleurs admis la Sûreté du Québec dans son *Plan Stratégique 2005-2007*.

Objectifs

- Le ministre de la Justice du Québec (procureur général) doit, dans un premier temps, mettre fin à la prohibition du cannabis en cessant l'application de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.
- Le ministre de la Justice doit déclarer une amnistie immédiate pour les prisonniers n'ayant commis aucun geste violent et aucun autre crime que celui d'avoir possédé, vendu ou fait pousser du cannabis.
- Le ministre de la Sécurité publique abolira les coûteux programmes d'éradication des cultures illicites extérieures.
- Les sommes économisées seront immédiatement réinjectées dans les programmes de prévention, d'éducation et de réinsertion socioprofessionnelle.

Gestion du cannabis récréatif

4.1. Réductions des méfaits

Contexte

Compte tenu de la très haute toxicité du tabac et de l'alcool (comparativement à celle du cannabis) et considérant que ces substances sont pratiquement toujours mélangées, le gouvernement doit mettre en place une campagne de sensibilisation spéciale, par l'entremise de la télévision, d'Internet et de l'affichage public, afin de réduire les méfaits provoqués par cette consommation croisée. Le message qui devra être diffusé est qu'à défaut de rester entièrement sobre, il vaut mieux consommer de façon responsable afin de réduire les risques liés aux facultés affaiblies.

Objectifs

- Le gouvernement du Québec déterminera les modalités d'étiquetage du cannabis récréatif, comme il le fait pour toute autre substance.
- L'interdiction de vente aux mineurs sera appliquée, et les mots cannabis, marijuana et haschisch seront ajoutés à la *Loi sur le tabac* (L.R.Q., chapitre T0.01), qui fait en sorte que les lieux publics fermés sont maintenant sans fumée – avec une exemption pour les *coffee shops* (voir au point 4.3).
- Les *coffee shops* permettant exclusivement l'usage de vaporisateurs à l'intérieur de leurs locaux n'auront pas besoin de cette exemption.

4.2. Production et distribution

Contexte

Les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) n'ont pas l'expertise et la connaissance pour établir les normes de qualité et de contrôle, bien que plusieurs d'entre eux aient fumé du pot à une certaine époque ! Or depuis vingt ans, au Québec, les producteurs de cannabis ont acquis une expertise que la prohibition empêche d'exploiter pleinement. En ce qui concerne les modalités de production et de distribution du cannabis récréatif, il revient aux Québécois et aux Québécoises de décider quel est le régime le plus approprié.

Objectif

- L'Agence de coordination établira des rencontres sur une base régulière pour faciliter l'échange d'informations entre les producteurs chevronnés (n'ayant commis aucun geste violent ni autre « crime » que celui d'avoir possédé, vendu ou fait pousser du cannabis), les fonctionnaires du MAPAQ, du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et des représentants de la société civile.

4.3. Tourisme

Contexte

Le Québec est depuis longtemps un haut lieu du tourisme de la drogue, puisque les Ontariens et les Américains âgés de 18 à 21 ans y déferlent pour consommer non seulement des substances alcoolisées, mais aussi des substances illicites très faciles à trouver sur le marché noir. Malgré certains inconvénients liés à l'alcool (tapage nocturne, hospitalisations), les retombées économiques de ce tourisme sont indéniables, et aucun hôtelier ne voudrait se priver de la manne touristique.

Ironiquement, le dossier de la légalisation avance plus rapidement en Nouvelle-Angleterre qu'au Québec. À moyen terme, le Québec risque de perdre une précieuse source de revenus touristiques puisque les amateurs de cannabis, tant québécois que canadiens anglais, seront tentés de se diriger vers les établissements de Burlington, par exemple. Le Vermont a ouvert le bal en décriminalisant officiellement le cannabis en juin 2013. Au mois de novembre, les résidents de Portland, au Maine, ont approuvé une directive municipale de non-intervention par une écrasante majorité. La chambre des représentants du New Hampshire a pour sa part voté en faveur de la pleine légalisation et taxation du cannabis (sujette à approbation de la chambre haute) le 15 janvier 2014.

Ces politiques étatiques et municipales risquent toutefois de susciter des problèmes à la frontière, puisqu'à l'échelle fédérale, les gouvernements du Canada et des États-Unis continuent d'appliquer la ligne dure. Leur politique de tolérance zéro criminalise inutilement les petits consommateurs interceptés à la frontière en possession de substances illicites. Les Québécois s'adonnant au tourisme de la drogue risquent d'être pénalisés à leur retour au pays. Voilà pourquoi **l'article 1 du programme officiel du Bloc Pot**, c'est-à-dire l'établissement d'une politique de non-intervention judiciaire, demeure toujours aussi pertinent même si le gouvernement du Canada est responsable des postes frontaliers.

Par ailleurs, admettre que le cannabis est une substance tolérée risque de susciter des craintes dans le voisinage des *coffee shops*. Puisque cette problématique est liée au zonage municipal, le gouvernement du Québec devra se limiter à diffuser l'information la plus exacte et neutre possible par rapport aux risques réels ou présumés de la consommation de cannabis.

Objectifs

- Le gouvernement modifiera l'article 8.1 de la *Loi sur le tabac* (qui prévoit une exemption pour les salons de cigares) afin de permettre de fumer le haschisch et le cannabis dans des établissements spéciaux prédéterminés. Il reviendra alors aux municipalités de réglementer le lieu d'implantation des *coffee shops*, comme celui de tout autre commerce. Les *coffee shops* permettant exclusivement l'usage de vaporisateurs à l'intérieur de leurs locaux n'auront pas besoin de cette exemption.
- Des mises en garde spéciales devront être publiées aux abords des postes frontières, et sous forme de publicités dans les aéroports et les médias généralistes.
- Le gouvernement du Québec, ainsi que le Bloc Pot, prodigueront toutes les informations nécessaires aux élus municipaux souhaitant redynamiser certains secteurs sous leur juridiction.

Santé

5. Légalisation et gestion du cannabis thérapeutique

Contexte

Le système de santé public coûte de plus en plus cher, non seulement à cause du vieillissement de la population, mais aussi à cause du prix prohibitif des médicaments brevetés. Cependant, l'industrie pharmaceutique et la recherche biomédicale sont des secteurs clés de l'économie québécoise, encouragés par toutes sortes de subventions et d'entourloupettes fiscales par les gouvernements péquiste et libéral. Il est important de maintenir des emplois bien rémunérés dans ces secteurs, sans toutefois entraver l'accessibilité aux médicaments ni instaurer un régime de santé à deux vitesses. Par ailleurs, la santé est une compétence provinciale, mais le gouvernement fédéral a usé du statut criminel du cannabis pour s'y ingérer.

Objectifs

- Le gouvernement du Québec reprendra, sur son territoire, la responsabilité des programmes qui étaient administrés par la **Programme d'accès médical à la marijuana de Santé Canada** jusqu'au 31 mars 2014. C'est dans un souci d'accessibilité pour les patients les plus pauvres qu'il pourra acheter et distribuer lui-même une certaine quantité de cannabis thérapeutique, là où les entreprises privées sont incapables de garantir ce droit fondamental.
- L'achat et la distribution de cannabis par l'État servira aussi à approvisionner les hôpitaux et les CHSLD, dans un cadre expérimental de prime abord, puis de manière systématique par la suite.
- Le gouvernement du Québec reprendra immédiatement le flambeau de la recherche sur le cannabis thérapeutique, **délaissé en 2006 par le gouvernement fédéral**. Il mettra sur pied une entreprise publique dont le but sera le développement d'analgésiques de source naturelle et à bas prix à base de cannabis, dans le respect des conventions internationales (qui permettent justement cette utilisation). Le gouvernement du Québec renoncera à ses brevets et s'assurera que le savoir-faire qu'il a acquis soit facilement exportable dans les pays en voie de développement, ce qui n'empêche pas que les

médicaments élaborés par cette agence puissent aussi être exportés pendant un certain temps, si la capacité d'alimenter le marché local est satisfaite.

- Le MSSS, le Collège des médecins et l'Agence québécoise du cannabis élaboreront un protocole facilitant les ordonnances médicales et l'homologation des produits, de concert avec les patients et les clubs compassion. La communication entre tous ces acteurs est essentielle et prendra la forme de rencontres régulières.
- Le gouvernement du Québec favorisera le développement de méthodes d'ingestion plus sécuritaires. Il favorisera également, par le biais d'un crédit d'impôt, l'achat de vaporisateurs ou tout autre type d'appareil permettant d'administrer le cannabis non transformé sans combustion ni fumée.
- Le cannabis médical vendu dans des dispensaires ou clubs compassion prévus à cette fin sera exempt de TVQ et la matière première sera exempte de taxe d'accise.
- La politique de non-intervention en matière judiciaire permettra aux patients de se soustraire à la loi fédérale et de cultiver eux-mêmes leur cannabis s'ils le désirent.

Économie et développement régional

Contexte

L'économie globalisée, basée sur les échanges internationaux, nous rend extrêmement dépendants à la ressource non renouvelable qu'est le pétrole. De plus, ce type d'économie a des conséquences environnementales catastrophiques. Il est temps d'envisager l' « après pétrole ». Mais à propos, qu'est-ce que le pétrole, si ce n'est les végétaux qui existaient il y a des centaines de millions d'années ?

Objectif

- Le gouvernement du Québec accordera des subventions et des allègements fiscaux pour encourager la réintroduction du chanvre dans divers secteurs de l'économie productive². Le gouvernement établira un partenariat avec les intervenants économiques intéressés, dans le but de faciliter l'implantation de la machinerie requise pour transformer le chanvre de source agricole en produits à valeur ajoutée. Les secteurs concernés sont principalement l'industrie forestière et papetière, l'énergie, l'agro-alimentaire, l'industrie manufacturière et l'industrie de la construction.

6.1. L'industrie forestière

Contexte

La ressource ligneuse, c'est-à-dire les arbres de la forêt commercialement exploitable, sont de plus en plus petits et éloignés des lieux de transformation et d'exportation. La valeur marchande de nos forêts demeure relativement basse, compte tenu de la compétition internationale due à l'exploitation des forêts tropicales encore vierges. De plus, les firmes qui pillent la forêt boréale québécoise procèdent à un type de reboisement ne misant que sur certaines essences « productives ». Elles en compromettent la biodiversité et laissent un triste héritage aux générations futures.

Objectifs

- Le gouvernement doit faciliter l'établissement d'un partenariat entre les agriculteurs de chanvre et les firmes papetières, afin que ces dernières achètent et transforment les

² De telles mesures avaient été prises par le gouvernement des États-Unis durant la Seconde Guerre mondiale.

nouvelles sources de fibre situées plus près des centres de production. Cela permettra de relancer l'économie régionale et de remettre à profit des terres inutilisées, ou utilisées seulement à des fins d'épandage de lisier.

- Le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) mettra en place, de concert avec les Premières nations, les résidents des régions éloignées et les départements universitaires compétents, un plan de reboisement visant un retour graduel à la biodiversité originale de la forêt boréale.

6.2. Le secteur de l'énergie

Contexte

Le Québec dépend presque totalement des hydrocarbures produits à l'étranger. La fuite de capitaux annuelle de plusieurs milliards de dollars qui en découle nous appauvrit collectivement. Mais puisque les plantes absorbent le CO₂ durant leur croissance, l'énergie produite avec la biomasse a le potentiel de réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Malheureusement, les biocarburants produits localement à base de maïs ne sont aucunement écologiques (voir à cet effet la mise en contexte de la section 6.3).

Objectifs

- Le gouvernement investira dans le développement de mini-centrales de propriété publique, permettant de produire des biocarburants localement.
- Les projets déjà existants de production d'éthanol à base de maïs devront utiliser du chanvre, et plus précisément les résidus de transformation non comestibles comme la paille de chanvre ou toute autre résidu produit par l'industrie forestière.
- Le gouvernement fera en sorte que tous les autobus et taxis non électrifiés de la province roulent au biocarburant québécois d'ici à 2020.

6.3. L'industrie agro-alimentaire

Contexte

La monoculture du maïs transgénique est en train d'épuiser les terres agricoles. Elle est absolument impossible sans l'apport de pesticides et d'engrais chimiques à base de pétrole. Les excédents de phosphates utilisés en agriculture sont d'ailleurs en train de détruire les nappes phréatiques et les plans d'eau utilisés par les vacanciers, comme en témoigne le problème des algues bleues dans le sud de la province. Or ce n'est pas seulement le droit à l'eau qui est menacé, mais aussi le droit des personnes défavorisées à une nourriture saine et suffisante, puisque le détournement de grandes quantités de maïs pour produire de l'éthanol a fait grimper en flèche le prix des céréales. En effet, l'augmentation rapide du prix du maïs survenue à la fin des années 2000 s'est traduite par une aggravation de la situation alimentaire un peu partout dans le monde.

Objectifs

- Le gouvernement subventionnera la reconversion à l'agriculture biologique des terres agricoles ainsi que la certification bio du chanvre. (Bien que la culture de cette plante ne nécessite pas de produits chimiques, une certification bio aidera les agriculteurs à obtenir un meilleur prix de vente.)
- 50 pour cent des cultures de maïs du Québec devront être remplacées par des cultures de chanvre d'ici à 2020.
- L'élevage porcin devra être entièrement effectué sur litière à base de chanvre d'ici à 2020, de manière à cesser l'épandage de lisier et le gaspillage de l'eau potable. Le MDDEFP pénalisera par des amendes sévères tout épandage de lisier effectué par la suite.
- Le gouvernement stoppera complètement l'étalement urbain en renforçant la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (L.R.Q., chapitre P-41.1).
- En solidarité avec les pays en voie de développement, le gouvernement s'assurera que les superficies cultivées augmentent dans le respect de la biodiversité, afin d'assurer un approvisionnement en biocarburants qui ne compromette pas le droit fondamental à une nourriture suffisante.

6.4. Le secteur manufacturier

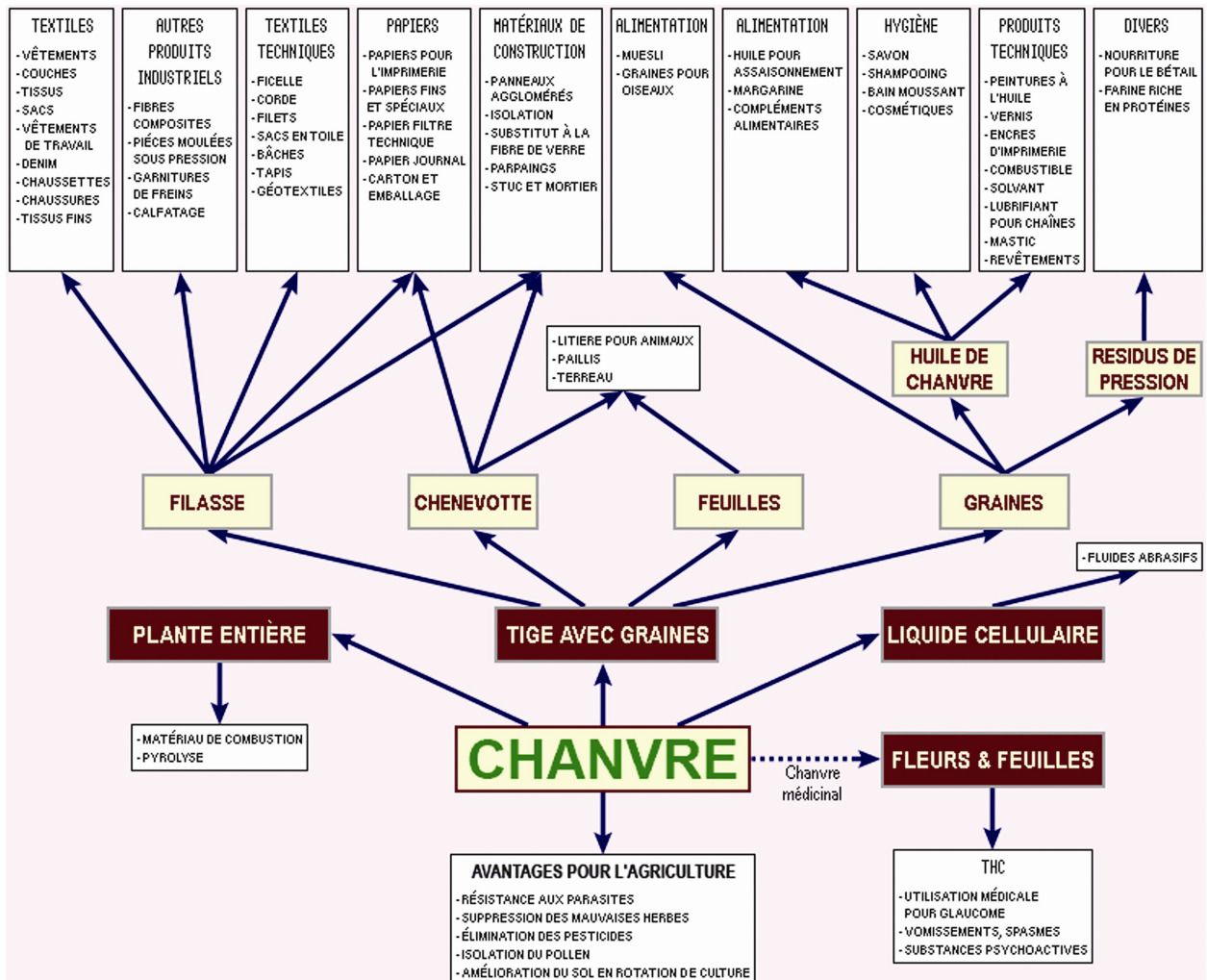
Contexte

Les secteurs manufacturiers traditionnels du Québec (fabrication de meubles, de matières plastiques et de matériaux de construction) sont durement éprouvés par la concurrence étrangère et souffrent d'un sous-investissement chronique, dû au manque de vision de certains dirigeants d'entreprise au cours des années 1990 et 2000. En misant rapidement sur les propriétés écologiques et non toxiques des produits à base de chanvre (voir en annexe), il serait possible de leur donner une valeur ajoutée intéressante, puisqu'ils sont de plus en plus en demande sur les marchés d'exportation.

Objectif

- Le gouvernement doit immédiatement informer les PME de ses plans de reconversion et encourager, par le biais de subventions ou d'allégements fiscaux, l'achat de machinerie permettant de transformer le chanvre.

Annexe : les 1001 usages du chanvre



Source : Cellule de veille technologique de l'École Française de Papeterie et des Industries Graphiques.